Séminaire de résilience urbaine, séance du 17 mars 2011.

Compte-rendu effectué par Marie Burnel

La ville post-apartheid.

Intervenants:

Myriam Houssay-Holzschuch (ENS-Lyon) [MHH]

Philippe Gervais-Lambony (Paris X) [PGL]

Cette séance est particulière, car l'on va développer une interrogation sur la pertinence du terme de « post ».

MHH: Définition de l'apartheid: (Cf. 3 diapos).

Dates de l'apartheid :1948-1994. La période de l'apartheid suit la période de la ségrégation, qui elle-même suivait déjà une période de colonisation. Cette période se caractérise par la systématisation des mesures de ségrégation raciales et racistes, de domination des blancs, et d'exclusion des noirs de tous leurs droits, etc. (en généralisant).

* On dénombre 3 formes d'apartheid :

- <u>Le grand apartheid</u>, celui des réserves, type « *homelands* », où la population est rattachée systématiquement a un *homeland* et où les gens perdent leur nationalité Sud-Africaine, à cause de l'indépendance imposée par le gouvernement à ces territoires. Il y a donc autopartition du territoire national de l'Afrique du Sud. La fin des *homelands* est datée du 27 avril 1994.
- <u>L'apartheid économique</u>, définie par une utilisation de la main d'œuvre non qualifiée et dont les noirs sont exclus en tant qu'acteurs. Ces deux formes fonctionnent ensemble, car on va chercher la main d'œuvre dans les *homelands*.
- Et enfin <u>l'apartheid urbain</u>, avec un logement des populations dans des quartiers séparés, entourés de grandes zones tampons dans la ville et dans des ensembles standardisés (cf. photo

1

propagande). Les infrastructures du *township* sont limitées (on y trouve des écoles). On peut citer l'exemple de Soweto, à Johannesburg.

* La question du post-apartheid est la suivante : l'apartheid est terminé, et alors ?

Nelson Mandela est libéré en 1990. En 1996 : une constitution démocratique est crée, protégeant les droits de tous. Tout le monde a le droit de vote. L'empreinte spatiale de l'apartheid est pourtant toujours présente (cf. carte des homelands), surtout dans les zones les plus pauvres. L'apartheid a donc toujours une existence sociale et économique, même si elle n'est plus politique. Le GAA, loi qui divisait chaque ville en quartiers racialement homogènes, a une forme de résilience. Il y a persistance de la ségrégation raciale et sociale. Le recensement de 2001 présente en effet une carte du territoire toujours dessinée par l'apartheid, tout au moins au niveau économique et social.

Étude de la peinture de Gérard Sekoto¹, premier peintre noir Sud-Africain. Son tableau, *Song of the Pick*, démontre le rapport de force entre noirs et blancs, qui se renverse a la fin de l'apartheid, mais pas complètement.

La problématique est donc la suivante : où et comment se défait la ville d'apartheid ? Comment y voir les changements ?

PGL : Étude d'un quartier, post apartheid : Comet.

« Lost ground can always be regained, lost time, never ²».

Cette phrase pose la question de la relation entre le temps et l'espace, en développant l'idée que l'espace est retrouvable, alors que le temps perdu l'est définitivement. (Cf. Proust, retour sur les lieux de mon enfance, espace passé qui n'existe que dans un temps de passé, nostalgie). Nous développons ici l'idée contraire : l'espace perdu ne peut être retrouvé.

« *Time is always memoralized not as a flow, but as memories of experienced places* ³». On peut donc parler de phénomène de résilience.

* Comet : ancienne société minière.

2

¹ Gérard Sekoto, artiste et musicien Sud-Africain, 1913-1993.

² Franklin D. Roosevelt, 1943. (Inscription du mémorial de Caen).

³ David Harvey, *Spaces of Hope*, 2000.

Le quartier de Comet est un héritage direct du passé, qui suscite la nostalgie et les souvenirs, alors qu'il est hérité d'un système d'apartheid violent et injuste.

Au moment des débuts de l'apartheid, des quartiers ont été rasés (dans les années 1950). Un mythe urbain de lutte contre ces démolitions s'est développé. Il revêt la forme classique de ce que l'on regrette. Ici, à Comet, on peut faire l'étude du contraire. Le quartier est toujours physiquement présent dans l'espace, bien qu'il corresponde à un système politique et économique qui a disparu. C'est une ancienne cité minière, située dans une région voisine de Johannesburg, principale région de production d'or de l'Afrique du Sud. Comet était destinée à loger les mineurs et l'ensemble des employés de la compagnie (comptables, mineurs, électriciens, etc.) qui exploitaient le site. Elle est caractéristique d'un système sans propriété foncière, et où il faut travailler pour être logé. La ville minière se divise en plusieurs sous ensembles. On y trouve des « *Hostels* », qui sont des logements collectifs pour les mineurs, comprenant des dortoirs avec des douches collectives. Ils sont réservés aux mineurs noirs. Il y a aussi des maisons individuelles, réservées aux employés non mineurs noirs et un secteur spécial pour les mineurs blancs. Le quartier de Comet est en plein milieu de la ville et il s'y reproduit donc la ségrégation de la ville alentour.

(Cf. photo de maison de blancs)

* Réflexion sur les différentes temporalités du changement.

Depuis que la mine a disparu, le quartier a été investit par les noirs, qui se sont installés dans les quartiers auparavant réservés aux blancs. Cette forme urbaine qui correspondait à un système économique s'est effondrée avant la fin de l'apartheid, car les mines n'étaient plus rentables. Il y a donc eu un changement très important, aussi important pour les gens qui y travaillaient que la fin de l'apartheid. Les terrains sont restés propriété de la compagnie, donc les gens qui y habitent sont en relation directe avec cette société qui ne les emploie plus.

On expérimente donc une durée autre que celle du changement politique. Une durée déterminée par le changement économique. Il y a décalage entre ces deux ruptures temporelles. Autre temporalité encore, celle du bâti, hérité d'un contexte plus ancien. Il n'a cependant toujours pas évolué. Et enfin une quatrième temporalité, celle du changement culturel, qui peut être encore plus long que celle du bâti. Pour les gens qui y habitent c'est toujours quartier minier, situé dans l'espace de la mine. Le terril est juste derrière les habitations. Ce que les étrangers à la cité minière voient comme un champ d'herbes folles est en fait l'ancien terrain de football. Son évocation suscite une importante nostalgie chez les

habitants (alors qu'il servait de zone tampon entre les deux quartiers, noirs et blancs, et que s'y produisaient souvent des violences entre enfants des deux communautés).

* Série d'entretiens réalisés par Philippe Gervais-Lambony

« Comet, it was the most beautiful place, it was well maintained, we had space ».

Entretien daté de février 2011.

Il y a une ambigüité du rapport au passé en Afrique du Sud. Un peu comme on peut en rencontrer en Europe de l'Est. Que faire de ses souvenirs heureux, si ils datent d'une époque considérée aujourd'hui comme politiquement incorrecte ?

Cf. Photo du quartier noir, muré. Sa construction est datée du début du siècle. C'est une communauté fermée, avec un garde dans une guérite à l'entrée, et une tour d'éclairage. Il est sécurisé donc, mais aussi synonyme d'enfermement. À l'intérieur, on trouve une école, (*New Comet Primary School*: nouvelle école financée par le secteur privé), trois églises (dont une en tôle, cf. photo), et une infirmerie, avec une infirmière diplômée. Il n'y a pas de boutiques, mais la mine distribue de la nourriture aux habitants. Ce terrain est une propriété privée.

« We knew the system was bad, we knew the rules: we were fenced, but we never knew hunger».

Cet habitant déclare n'avoir pris conscience de l'apartheid qu'en grandissant, quand ses parents l'ont envoyé à l'école chez sa tante dans un township voisin. Il avait alors 13 ans. Cf photo.

« This is my street, we used to play here ».

C'est un homme de 49 ans, (né en 1962), qui se confie à Philippe Gervais-Lambony. Il est né dans le moment fort de l'apartheid, où les choses étaient en place, pas encore délitées, et où les premières émeutes de contestation sont encore à venir. Il se dit fondamentalement nostalgique de cette période, alors qu'il est membre du parti communiste, de l'ANC⁴, dont il est conseiller local. C'est un ancien commandant des MK⁵ ayant participé à la lutte armée, et ayant été dans la clandestinité. Il n'habite plus ici, mais il a été invité a revenir par les habitants grâce au réseau social facebook, pour un grand diner, ou ils ont évoqué des souvenirs sur le quartier. La compagnie minière menace d'expulser les locataires et de vendre ces terrains, situés près du centre ville, et qui ont donc une valeur foncière importante. L'inquiétude est donc la première raison d'organisation de cette cérémonie. Pour l'instant, les loyers dans le quartier ne sont pas trop chers et le train ne passe pas loin. Les habitants ont

⁴ Parti politique et organisation nationaliste noire, fondé en 1912.

⁵ Branche armée de l'ANC.

peur de se faire déloger par la compagnie qui essaie de vendre ce terrain. On voit donc là une forme d'ambigüité post-apartheid, celle d'un homme politique ayant lutté contre un système, et qui se retrouve à lutter pour le maintien d'une forme urbaine correspondant au régime contre lequel il s'est insurgé.

« In the hall there was movie every Tuesday night. My favorite was Tarzan, you remember : Johnny Weissmuller ».

Au milieu du quartier on trouve encore aujourd'hui un gros bâtiment en briques rouges : le hall communautaire. Il servait entre autre de salle de cinéma. On retrouve l'idée que la communauté était soudée, qu'on pouvait aller manger n'importe où, que les voisines étaient comme des secondes mamans, et que la vie était agréable. La hiérarchie sociale n'en était pas moins forte, on ne fréquentait pas les mineurs eux-mêmes, il y avait dans la communauté noire des personnes de différentes origines (Lesotho, régions Sud, Changa), mais malgré ses nuances, le souvenir général est celui d'une union. Depuis la fin de l'apartheid cependant, des gens nouveaux, qui n'ont pas la même culture, se sont installés dans la cité. Ces étrangers viennent pour la plupart du Zimbabwe. Cette remarque s'inscrit dans le cadre des violences xénophobes contre les noirs africains étrangers qui secouent le pays depuis 2008.

* MHH : Le township de Voslorus.

Dans ce township a été construit un centre commercial nommé le *Chris Hani's Mall*. Chris Hani était le chef de la branche armée de l'ANC, pressenti un temps pour être le dauphin de Nelson Mandela, il est mort assassiné le 10 avril 1993. Sa famille touche des royalties sur l'usage de son nom. Il y a d'abord eu une protestation de la branche locale de l'ANC, mais en échange on leur a proposé des emplacements dans le centre commercial, et ils ont accepté. Ce sont aussi des hommes d'affaires.

* Etude de la question des ambivalences

Le *Mall*: *Victoria and Alfred Waterfront*. C'est un centre commercial privatisé, marchandisé, « disneylandifié ». Il est représentatif du télescopage entre mondialisation et démocratisation vécu par l'Afrique du Sud. D'abord 100% blanc, (même les serveurs des restaurants), il a subi un transition pré-élection.

Qui vient au Waterfront ? La fréquentation du centre commercial représente assez fidèlement la composition raciale de la ville du Cap. Ce sont donc majoritairement des noirs, même si les blancs sont légèrement surreprésentés par la présence de touristes étrangers. On peut donc dire que c'est un endroit ou la ville de l'apartheid et sa structure raciale se défont.

Ce n'est donc pas dans les lieux de résidence, mais là dans des lieux de sociabilité, que se délite cette structure ségrégationniste. Même si il s'agit peut être juste d'une coprésence, c'est déjà un progrès. Cette coprésence est d'ailleurs typiquement postapartheid aussi, puisque les débuts du tourisme datent de la décennie 1990. Les gens ne viennent pas pour y dépenser de l'argent. Pourquoi viennent-ils ?

Pour se promener, pour le spectacle de l'urbanisation. Où alors, ils dépensent un argent de sociabilité, en allant prendre un verre, ou en allant au cinéma etc. Cette géographie des pratiques ne colle plus non plus au plan d'apartheid.

« But for me peace means a cup of coffee in the Waterfront⁶»

Le Township de Gugulettu (notre fierté, en africain)

Il a été construit dans les années 1950, dans la ville du Cap, et il est très proche du centre ville. On se pose ici la question de savoir si il y a eu une gentrification dans ce *township*. Peut on se le demander ?

Il est héritier d'une forme urbaine fossilisée, au bâti résidentiel, aussi de par sa localisation, avec sa zone tampon de 300 mètres qui a subsistée. Mais à l'intérieur du township, on a fait un mall. Pour son ouverture, des contacts avec la mafia locale, et des liens glauques avec l'ANC ont été nécessaires.

Le *mall* a été nommé Gugulettu Square. On assume donc le nom donné par l'apartheid, et pourtant le *mall* se veut très afro centré, très « *black consciousness* », dans l'esprit des années 1970. Cette ambigüité se poursuit à l'intérieur du mall. La cible type de ce centre commercial est plutôt définie comme les classes moyennes, voir moyennes supérieures. Mais le *mall* souffre d'un haut taux de vol, malgré la « fierté africaine ». Il y a donc un rebondissement permanent entre le marketing et l'idée de développer une communauté, un aller retour permanent, entre africanité et niveau social intermédiaire, mais qui ne fonctionne pas avec l'environnement dans lequel est situé le centre commercial. Entre business et nostalgie, ce lieu devient attractif pour l'agglomération car les blancs, les touristes, s'y rendent pour le « *township vibe* », sur lequel on joue beaucoup. On vend un contenu social particulier, avec la lutte contre l'apartheid en arrière plan. On a donc fait de la forme sociale persistante du township un argument de marketing et de développement local dans la ville postapartheid.

-

⁶ Citation de Liso Ntsabela, vétéran de la branche armée de l'ANC.

PGL: Conclusion

Réfléchir sur le post apartheid peut se faire a énormément d'échelles, mais ici on a choisi une réflexion très locale. Choisir la localité, cela veut dire tenter de comprendre comment se passe la « rupture brutale », celle que l'on attend en tant qu'observateur étranger. Et on se rend compte que sur le local, il n'y a en fait pas de rupture, mais plutôt des formes qui persistent, avec une forte présence du passé dans le présent. Cette présence revêt plusieurs formes, dont celle des politiques publiques, qui s'efforcent de rendre le passé présent dans les espaces urbains tout en tentant de rester critique. Est-ce vraiment le cas? L'exemple économique des malls qui reprennent des noms de résistants à l'apartheid, où des statues des Nelson Mandela, sont autant d'acteurs économiques privés qui mobilisent le passé. Et puis il y a aussi la population, qui revendique le passé pour obtenir des droits sur tel ou tel espace, ou parce que sur le plan individuel, cette population tente de revenir dans d'anciens espaces d'apartheid, qui sont menacés, que ce soit par la spéculation immobilière, où l'arrivée d'un nouveau type de population dans ses espaces.

Michel de Certeau, dans son ouvrage *Les revenants de la ville*⁷, explique cette tentative de domestiquer le passé, de muséifier la ville. Et encore, son explication démontre que dans ces cas là il se produit quand même un retour du passé. Une méfiance se crée contre ses revenants de la ville, car la ville est devenue inconnue, étrangère. Il y a déjà eu une génération depuis la fin de l'apartheid, donc pour certains le post apartheid n'existe pas, car ils n'ont pas connu cet apartheid. Cela n'a pas de sens pour tout le monde. On peut parler de manipulation de la mémoire par le commercial⁸. Marcel Proust a écrit, dans sa *Recherche du temps perdu* ⁹: « Ils touchent simultanément, comme des géants plongés dans les années, à des époques si distantes, entre lesquelles tant de jours sont venus se placer ».

Il y a d'un coté la patrimonialisation de l'acteur économique qui produit par le haut, et construit un discours, et l'autre coté les vécus citadins d'un ancien passé, ou les espaces

⁻

⁷ Michel de Certeau, « Les revenants de la ville », *Traverse*s, n°40, 1987, pp. 75-85.

⁸ Arjun Appadurai, *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2005, p. 129.

⁹ Marcel Proust, *A la recherche du temps perdu*, Paris, R. Laffont, 1987.

évoquent brutalement un retour dans le temps. Henri Lefèvre parle même d'espace triptyque : conçu, vécu et perçu.

QUESTIONS

* Les situations sont-elles comparables entre le Cap et Johannesburg?

Non. C'est compliqué. Il y a des points communs, parce que le plan de l'apartheid a été appliqué partout. Quand vous arrivez dans une petite ville, vous pouvez l'appliquer, même si vous ne la connaissez pas. C'est comme un cadre général applicable partout. Les autres points communs sont ceux de la métropole. Il y a cependant une série de différences qui tiennent à la spécificité des villes. Le Cap est la porte d'entrée des colonisateurs, la ville mère. Son passé de colonisation remonte au XVIIème siècle, et la majorité de la population est colorée. Ce sont des descendants d'esclaves qui venaient d'un peu partout. Autre spécificité : la population africaine est quasiment mono ethnique. Ils sont tous ou presque arrivés de la même région de l'*Eastern Cape* au XIXe et XXe siècle. Il n'y a donc pas de townships multi ethniques.

À Johannesburg, les populations sont venues de toute l'Afrique du Sud, et des pays voisins. La ville oscille entre son passé de ville minière et ses nouvelles activités tertiaires. L'ANC qui gouverne depuis 1995 remporte à chaque fois une majorité écrasante, avec environ 80% des voix. Au Cap, c'est l'opposition démocratique qui récolte les voix, des noirs et des blancs. La ville est une vitrine politique de ce parti d'opposition.

À Durban : on a effectué un changement des noms de rues pour des noms de leaders zoulous de la région. Une grosse controverse s'en est suivie.

* En terme de transition post apartheid, les villes prennent elles une direction très différente ?

Elles se rapprochent par le biais de la globalisation démocratique. Cette convergence est aussi liée aux choix de politiques économiques de l'Afrique du Sud, où les formes urbaines qui se développent sont partout les mêmes, (shopping mall, gentrification, quartiers fermés). Ce sont ces forces économiques qui changent les villes et les font aller dans le même sens. Johannesburg qui était minière et industrielle est devenue une ville tertiaire comme le Cap. Elles sont donc en compétition sur les mêmes créneaux (avec Durban). Il y a une différence sur l'activité économique touristique, sa localisation géographique près de la mer

favorisant le Cap. La devise de Johannesburg est : « *A world class african city* ». Celle du Cap : à peu près la même, avec une emphase sur le coté « *sustainable* ».

* Nous avons étudié les efforts des townships pour réinvestir de façon positive, y a-t-il eu aussi une mise en mémoire des aspects négatifs ?

Oui, ça a d'ailleurs commencé comme ça. Cette mise en mémoire prend des formes variables en terme de produit fini, mais le mémorial de Soweto en est un bon exemple. On trouve aussi beaucoup de plaques commémoratives, ou de statues. Les touristes internationaux veulent venir voir Soweto, il faut donc y rappeler la lutte contre l'apartheid, ne pas occulter l'histoire africaine, et il faut que les touristes aient des lieux à développer dans les townships. C'est une des modalités de cette mise en mémoire.

Il y en a des différentes parfois : comme *l'Apartheid Museum*. C'est un musée privé, très réussi, où l'on place le visiteur d'un coté ou d'un autre. À l'entrée, on tire au sort sa catégorie raciale, et en fonction, on peut donc effectuer deux visites différentes. Le musée a été construit car le site faisait l'objet d'un appel d'offre pour y monter un casino. Il y avait une obligation : les entreprises devaient avoir un projet culturel. Les casinos étaient interdits pendant l'apartheid et un conflit a vu le jour car certains ont contesté le droit à raconter l'histoire de l'apartheid dans une zone qui n'était pas touchée par cet apartheid.

Dans ces lieux de mémoire, au Cap par exemple, on crée des musées dans ses anciennes zones d'apartheid. La prison de *Robben Island*¹⁰ a été transformée en lieu de création de la nation. Le *District Six Museum* en est un autre exemple. Installé dans un quartier détruit au Cap; c'est un *Grassroot movement* à l'état pur, où la population a collecté les plaques de noms de rue. Les habitants et les universitaires ont alors crée un musée, et ont fournit avec leurs souvenirs familiaux la collection permanente de ce musée. C'est une production émotionnelle de mémoire. Ce musée sert aussi de base aux revendications foncières sur le quartier.

* Tout cela fait penser à la théorisation de la patrimonialisation : organiser un espace en fonction des conflits de valeur que les gens projettent dessus.

Conflit, oui, mais aussi résonnance, car il y a des jeux d'échelles et de localisation. Tous les espaces d'une ville ne se transforment pas au même rythme.

-

¹⁰ Ile sur laquelle se trouve la prison ou ont été enfermés trois futurs chefs d'état Sud Africains, Nelson Mandela, Kgalema Motlanthe, et Jacob Zuma.

* Que sont devenus les Hostels?

On les a détruit, ils ont été rasés assez rapidement. On a d'abord renvoyé les habitants, souvent venants du Malawi, pour pas qu'il n'y ai de squat. Dans les townships, il y a une territorialisation forte de ces espaces, identifiés au groupe zoulou. Une force (zoulou), les défend, en disant qu'ils sont un mode de vie en ville. Que les raser c'est nier une certaine identité dans la ville.

*Les accès a ces townships déterminent ils leur gentrification? Quels sont ces accès?

Les plus anciens sont aussi les plus proches des centre villes et ils ont une identité historique ancrée, car les gens y habitent depuis trois voir quatre générations. Il y a une vraie identité de quartier, sans intégration par l'accès. Les gentrifieurs ont une voiture, marqueur très important de la classe moyenne en Afrique du Sud. Ils viennent la plupart du temps de l'intérieur. C'est une partie de la population du quartier qui décide de s'installer en rachetant plusieurs maisons. On a donc là une ascension sociale interne, et mono raciale. C'est une gentrification particulière, dans laquelle il y a des expulsés, des perdants, ceux dont on rachète les parcelles à bas prix par exemple. Ce sont le plus souvent les pauvres, qui squattent dans les endroits libres, où même les business men concurrents.

* Les gens ont ils retrouvés un droit de propriété sur leur logement après l'apartheid?

Dans les quartiers détruits pré apartheid, les gens ont été déplacés. La restitution est un processus compliqué. Il y a des conflits entre propriétaires, locataires, etc. Des structures associatives doivent gérer les terrains et faire une reproduction de la situation. Pour les locataires des townships, il y a eu un mouvement de « big sell ». Le marché immobilier se développe autour de la vente de maisons de townships, et leurs habitants peuvent racheter avec un prix dégressif (selon leur temps d'habitation) leurs maisons. Il y a quand même beaucoup de laissés pour compte, ceux des Hostels, ou des squats.

* Les revendications sont elles celles du maintien d'une forme urbaine, ou celle d'une mémoire de l'apartheid.

Souvent les deux à la fois. Les revendications économiques, et celles de mémoire, sont liées. On demande aux gens l'acceptation de beaucoup de choses, les investissements massifs dans le quartier, avec les centres commerciaux qui s'y implantent.

La Coupe du monde de football de 2010 a eu un impact massif sur les transports, sur l'accessibilité. Cet investissement financier, était le plus important depuis très longtemps. Il existe maintenant un train (cher), qui relie l'aéroport, le centre ville, et va bientôt aller jusqu'à Soweto. Il a été crée par la Ratp, et d'autres entreprises françaises. Donc pour Johannesburg, l'accessibilité a été changée dans les townships de manière impressionnante. Les taxis se sont révoltés contre ce nouveau système, et il y a eu beaucoup de morts, car on parle là d'une organisation noire armée. Ils refusent la construction des bus rapides pour la population, et sont toujours en grève.

* Quel est le modèle de construction de ses nouvelles villes ? La ville pré apartheid et sa nostalgie, (avec donc une résilience de cette ancienne ville), ou bien plutôt le modèle de la ville internationale ?

Il y a une temporalité intérieure du post-apartheid. Dans un premier temps en 1994 : on se réfère au modèle urbain pré apartheid, mais cela dure a peine deux ans, ensuite on prend le modèle de la métropole internationale. Il y a deux discours sur la ville modèle.

* Retour sur la notion de post apartheid : est-ce un concept de chercheurs ? Les populations se sentent elles dans un post apartheid ? Les politiques s'en servent ils ?

Peut on parler d'un lien avec le post socialisme de l'Europe de l'Est ?

Ce concept de post apartheid a été dans les publications scientifiques sur la ville dès les années 1990, quand on touchait à la fin de ce système, et que cela paraissait comme une évidence. Ce n'est que nettement plus tard que cette notion a été critiquée. On a développé l'idée que c'est impossible car dans les faits il n'y a pas de rupture, mais une continuité des formes d'exclusion, des structures économiques non transformées. C'est plutôt une globalisation qu'un post apartheid. Il y a beaucoup d'attaques sur ce mot. Coté français, ce mot dérange car cela fait presque 20 ans, et que l'utiliser veut dire que c'est toujours ça la question, que les gens restent bloqués sur l'apartheid, alors que pour les jeunes générations cela n'existe pas. Cela reste un terme pratique, qui fait ressortir le coté indépendant de ce qui se passe maintenant par rapport à avant. Pour les gens, c'est un avant/après. Quand ils disent « before », cela veut dire avant 1994. On leur avait promis des choses qui ne se sont pas produites, d'où le référent souvent utilisé, « avant, c'était mieux ».Il y a une déception face

aux attentes énormes de la population liées à la fin de l'apartheid. Pour beaucoup le changement c'est limité au politique. Alors qu'il y a quand même eu une mise en place d'un état providence, de laquelle a découlé une réduction de la pauvreté, mais aussi un accroissement des inégalités. (Allocations, retraites, etc.).

Depuis 1994, il y a en fait eu une succession de post. Le post Mandela, les élections post ANC, avec Jacob Zuma. De 1999-2009 : on a pendant 10 ans un trou ou il ne c'est rien passé. On peut parler de similarité avec l'Europe de l'est même si le vocabulaire est différent. L'utilisation du mot « transition » persiste aussi, à titre d'espoir.

* Mais dans l'idée de « c'était mieux avant », il y a aussi un parallèle avec l'Europe Centrale et Orientale.

C'est aussi lié à un contexte commun de crise économique des années 1980, et donc les gens réfèrent plutôt à une situation économique commune de la décennie précédente. Aujourd'hui, après tant d'années de crise, souvent une trentaine, il est difficile de rester positif. Il y a aussi un point commun dans la nostalgie. On peut faire un parallèle entre le musée du District 6 et le musée de la RDA à Berlin. On rencontre dans les deux le concept de la revalorisation du quotidien.

* Y a-t-il comme en Europe de l'Est un humour particulier, utilisé comme vecteur de cette nostalgie ?

Oui mais de manière compartimentée. Les blagues raciales existent, on parle d'un humour de couleur. De la même manière, les auteurs noirs et les auteurs blancs sont bien différenciés.

* L'idée que le terme de post valide une certaine inertie du système a-t-elle déjà été évoquée ?

Tout le monde est d'accord pour le penser, mais cela reste en même temps obligatoire, car cela permet de quantifier une situation.